

La société «ethniscise» les relations sociales

Le sociologue Laurent Mucchielli affirme que «le principal facteur des parcours délinquants reste l'échec scolaire»

Entretien **Aline Chambras** Photo **Franck Gérard**

Rencontre avec Laurent Mucchielli, sociologue, chercheur au CNRS, directeur du Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales (Cesdip), codirecteur de *Quand les banlieues brûlent. Les leçons des émeutes de l'automne 2005*, La Découverte, nouvelle édition 2007.

L'Actualité. - Comment expliquez-vous la surreprésentation des jeunes issus de l'immigration dans les chiffres de la délinquance ?

Laurent Mucchielli. - Tout d'abord, cette surreprésentation ne concerne pas n'importe quel type de délinquance et par ailleurs n'est pas uniforme sur le territoire français. Cette surreprésentation reste, en effet, une donnée locale, contextualisée. Son existence étant, en fait, surtout liée à l'existence et à l'importance des quartiers classés ZUS (zones urbaines sensibles). Dans ces quartiers, certaines délinquances juvéniles sont généralement plus fortes. Et dans le même temps, les contrôles policiers sont plus nombreux.

Ces contrôles fréquents ne créent-ils pas aussi une certaine forme de délinquance ?

Oui, ils entretiennent même une sorte de cercle vicieux. Car si, de fait, on constate dans certaines zones certaines délinquances plus prégnantes qu'ailleurs, en retour, on constate chez les policiers une suspicion a priori et

systématique envers ces jeunes. Du coup, les policiers se retrouvent à contrôler tous les jours tous les jeunes qui se ressemblent (par leur faciès et leurs vêtements). Ils ne voient plus et ne verbalisent plus que ces délinquances-là et, au passage, ils harcèlent aussi des jeunes qui ne sont pas engagés dans la délinquance. Ce faisant, ils solidarisent les jeunes entre eux au lieu d'isoler ceux qui commettent des actes de délinquance.

Vous évoquez la nécessité de contextualiser la délinquance. Que révèle cette contextualisation ?

En premier, on constate une inscription sociale de la délinquance. Ce mécanisme, qui n'est pas nouveau, induit que si l'on vit dans un environnement pauvre, au niveau socioéconomique, mais aussi sur le plan culturel et donc scolaire, on a des chances plus fortes de se retrouver marginalisé lors de notre premier grand bain social, de notre entrée dans le premier grand lieu de classement, de tri, de hiérarchie qu'est l'école. Le principal facteur des parcours délinquants reste l'échec scolaire.

Ensuite on remarque l'importance de la construction identitaire du rôle de délinquant : lorsqu'un jeune est en échec scolaire, qu'il est sans ressources familiales et sans réseaux lui permettant de s'inscrire dans une stratégie de rattrapage, la délinquance peut apparaître comme une sorte de refuge revalorisant, à court terme,

L'illustration de ce dossier a été confiée à Franck Gérard, jeune photographe originaire de Poitiers qui vit à Nantes. L'Actualité publie régulièrement ses images depuis 2001. Les photographies choisies sont issues de la série «En l'état. Les oiseaux. 13 juillet 1999-2007».

Cette année, Franck Gérard est invité dans le cadre des ateliers de création en résidence de la ville de Poitiers, avec le soutien de la Région. Une exposition est prévue à la galerie Louise-Michel en octobre.

bien sûr. Ce phénomène est un grand classique : entre les deux guerres, un dicton disait que la cour de récréation était le lieu de la revanche du fier-à-bras sur le fort-en-thème... De plus, aujourd'hui, la société a vraiment construit et intégré la figure du jeune délinquant issu de l'immigration. Et pour les principaux intéressés, ce rôle peut être comme un habit qu'il peut revêtir lorsque les autres ne permettent aucune construction valorisante de soi.

Les émeutes dans les banlieues de l'automne 2005 ont été portées par des jeunes issus de l'immigration. Quel sens donnez vous à cette révolte ?

Compte tenu de la géographie sociale des émeutes et des entretiens que nous avons menés avec des émeutiers eux-mêmes, je considère ces émeutes comme un cri de désespoir poussé par des gamins demandant à la société «mais j'ai quelle place moi ?», comme une interrogation sur le thème «no future». Cette désespérance est la conséquence de trente ans de processus de ghettoïsation. Dans les quartiers concernés cela se traduit souvent par une accumulation, au fil des générations, d'«échecs» et de frustrations : ceux du père épuisé par trente ans ou plus de travail dans le bâtiment ou dans l'usine automobile, aujourd'hui au chômage ou en préretraite ; ceux du grand frère titulaire d'un bac + 4 qui se retrouve vigile d'un supermarché à temps partiel et finalement ceux du petit frère qui se voit mal parti à l'école et qui, au vu de ses aînés, pense

qu'il est condamné soit au chômage soit à des emplois précaires de «larbin». Dès lors, c'est ce que j'appelle le «bonheur social minimum» (un emploi, un logement, une famille) qui devient très compliqué voire qui semble inaccessible. Ajouter les expériences de discriminations vécues à tort ou à raison comme du racisme. Ajouter le sentiment d'être méprisé dans le débat public (être décrit comme forcément violent, raciste, misogyne, intégriste, etc.). Ajouter enfin et surtout le fait de n'être représenté ni même soutenu politiquement par aucun parti.

Vous parlez de ghettoïsation. Pourquoi ?

Je constate que la situation socioéconomique dans les quartiers dits «sensibles» empire depuis trente ans, avec notamment le taux de chômage qui ne cesse d'augmenter. De fait, les différences de conditions de vie des groupes sociaux sont de plus en plus fortes et de plus en plus marquées dans l'espace. Ce marquage territorial renforce les frontières matérielles et psychologiques entre les classes sociales (qui s'atténuent au contraire lorsque les gens cohabitent). Et cela aboutit aussi à ce que les habitants des quartiers dits «sensibles», majoritairement issus de l'immigration, aient le sentiment d'être relégués, discriminés en raison de leur origine. D'autant plus que la société, aujourd'hui, «racise», «ethnicise» les relations sociales. Ainsi les problèmes sont de plus en plus traduits en termes culturalistes et non sociologiques. ■

